



Janvier, 2014

## Sommaire

### SOCIETE

#### Global risks

#### État de la migration dans le monde

(P.1-3)

### SCIENCES & TECHNIQUES

#### Global R&D Funding Forecast

(P. 3-4)

### ECONOMIE

#### Perspectives économiques mondiales

(P.4- 5)

### ENVIRONNEMENT

#### Assessing Global Land Use: Balancing Consumption with Sustainable Supply

#### Environmental Performance Index

(P. 5-6)

### POLITIQUE

#### The State of Defense: cooperation in Europe

(P.6-7)

#### Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques  
Avenue Azzaitoune, Hay Riad  
Rabat 10100, Maroc  
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83  
Fax : +212 (0) 537 71 37 99  
Email : contact@ires.ma

### ◆◆◆◆◆ SOCIETE

#### Global risks/Forum Economique Mondial (WEF), 2014

Source : <http://www.weforum.org/issues/global-risks>

Tags : | Société | Risques Globaux | Economie | Environnement | Société | Technologie |

Selon ce rapport, publié par le Forum économique mondial (WEF), l'écart de la disparité des revenus entre les riches et les pauvres, les phénomènes météorologiques extrêmes, le chômage et les crises budgétaires figurent parmi les risques majeurs susceptibles d'avoir des incidences notables dans le monde, lors de la prochaine décennie.

Le rapport a examiné 31 risques globaux, d'ordre : économique, environnemental, géopolitique, sociétale et technologique déterminés selon une grille de mesure en termes de probabilité d'occurrence, de criticité et de dangerosité potentielle.

Le rapport a classé les risques en deux grandes catégories :

#### **Risques globaux les plus probables:**

Les inégalités des revenus, les phénomènes météorologiques extrêmes, le chômage et le sous-emploi, le changement climatique et les cyberattaques constituent les risques dont la probabilité d'occurrence est la plus élevée.

#### **Risques susceptibles d'avoir les incidences les plus profondes:**

Les crises budgétaires figurent parmi les risques les plus préoccupants qui risqueraient de provoquer des incidences négatives dans plusieurs pays. Ce risque économique serait aggravé de deux risques environnementaux dont le changement climatique et une éventuelle crise de l'eau.

Le rapport rappelle que l'interconnexion entre les risques soulevés décuple leurs effets négatifs. En plus des paramètres principaux de ces 31 risques globaux, qui sont la gravité, la probabilité et l'impact potentiel, le rapport comprend des études spéciales portant sur :



- *la complexité croissante du risque géopolitique dans un environnement où la multipolarité modifie la répartition du pouvoir et des sphères d'influence;*
- *la situation des jeunes sur le marché du travail et plus particulièrement le chômage et le sous-emploi de la jeune génération;*
- *le risque croissant de «cybergeddon» dans le monde en ligne.*

Enfin, le rapport souligne l'importance de la coopération entre les différents pays pour remédier à ces risques et recommande la mise en œuvre de moyens d'adaptation appropriés. Le rapport préconise une gouvernance coordonnée et efficace empêchant toute probabilité de risques systémiques à évolution lente et qui pourraient se transformer en véritables crises.

## **État de la migration dans le monde**/Organisation Internationale pour les Migrations, 2014

Source : [http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/wmr2013/fr/WMR2013\\_Overview\\_FR\\_final.pdf](http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/wmr2013/fr/WMR2013_Overview_FR_final.pdf)

Tags : | [Société](#) | [Migration](#) | [Sud](#) | [Nord](#) | [Sud/Sud](#) | [Sud/ Nord](#) | [Nord/Nord](#) | [Nord/Sud](#) |

**C**e rapport sur l'état de la migration dans le monde décrit la situation du bien-être des migrants et les conditions dans lesquelles ils vivent réellement dans le monde d'aujourd'hui. La migration n'est pas suffisamment prise en compte dans le cadre des politiques de développement humain et demeure, ainsi, le parent pauvre des cadres de développement au niveau national et local.

Le rapport souligne, d'une part, l'importance de faire de la migration un facteur dynamique de développement durable et de levier de réduction de la pauvreté. D'ailleurs, l'amélioration des conditions de vie de l'individu constitue l'un des principaux objectifs du développement. Néanmoins, la mesure du bien-être de la personne est souvent établie à l'aide d'indicateurs économiques tels que le Produit national brut (PNB). L'apport des

migrants à l'essor de leurs pays est, lui aussi, mesuré à travers les fonds rapatriés au pays plutôt qu'en fonction des effets de la migration sur le bien-être individuel. De plus, les flux migratoires ne constituent plus un phénomène marqué par un mouvement des pays du Sud vers le Nord puisque plus de 40% des migrants se déplacent du Nord vers le Sud. Plus de 25% des migrants se dirigent selon un axe Sud-Sud et environ 22% vers un axe Nord-Nord, tandis que 5% seulement migrent du Nord vers le Sud.

Par ailleurs, même si la migration contribue au développement économique et social, la progression du bien-être de nombreux migrants reste limitée. De plus, l'appréciation de la qualité de vie des migrants Sud-Nord est presque la même, voire légèrement dégradée, que celle des migrants ayant un profil similaire dans leur pays d'origine. Le besoin de survie constitue la motivation principale des migrants de l'axe Sud-Sud, installés dans des Etats à revenu faible ou intermédiaire.

Le rapport préconise l'importance de savoir comment le bien-être des migrants varie selon l'endroit géographique et la trajectoire personnelle. Les mutations des migrants apparaissent, particulièrement, dans les répercussions de la migration sur le bien-être des différentes familles de migrants (les migrants de travail, les étudiants, les migrants en situation irrégulière, les migrants en détresse, etc.) et en raison de la survenue d'un conflit ou d'une catastrophe environnementale.





## SCIENTES & TECHNIQUES

► **Global R&D Funding Forecast/** Battelle and R&D Magazine, 2014

Source: <http://www.rdmag.com/sites/rdmag.com/files/gff-2014-5%20875x10%200.pdf>

Tags : | Sciences | Techniques | Recherche | Développement | R&D | Innovation | Etats-Unis |

Ce rapport apporte un éclairage sur les grandes tendances émergentes de financement en Recherche & Développement, établi par région du monde et par secteur d'activité pour l'année 2014.

La valeur totale des investissements en R&D, formulés en pourcentage du PIB, serait relativement stable et moins volatile dans les régions du monde en 2014. D'ailleurs, les dépenses les plus élevées en R&D devraient rester inchangées pour l'année en cours. Les Etats-Unis demeurent le principal investisseur en R&D au niveau mondial, avec des dépenses prévues de 465 milliards de Dollars en 2014, soit 2,8 % du PIB, de par les conditions propices à l'accroissement des investissements. La Chine, le Japon, l'Allemagne, la Corée du Sud, la France, le Royaume-Uni, l'Inde, la Russie, et le Brésil figurent parmi les pays dont les dépenses en R&D se maintiendraient à un niveau relativement élevé. Par ailleurs, le rapport souligne qu'ensemble, les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Europe réalisent environ 78 % des dépenses totales prévues en R&D à l'échelle mondiale, soit environ 1,6 trillion de dollars en 2014.

Share of Total Global R&D Spending			
	2012	2013	2014
<b>Americas (21)</b>	<b>34.5%</b>	<b>34.0%</b>	<b>33.9%</b>
U.S.	32.0%	31.4%	31.1%
<b>Asia (20)</b>	<b>37.0%</b>	<b>38.3%</b>	<b>39.1%</b>
China	15.3%	16.5%	17.5%
Japan	10.5%	10.5%	10.2%
India	2.7%	2.7%	2.7%
<b>Europe (34)</b>	<b>23.1%</b>	<b>22.4%</b>	<b>21.7%</b>
Germany	6.1%	5.9%	5.7%
<b>Rest of World (36)</b>	<b>5.4%</b>	<b>5.3%</b>	<b>5.3%</b>

Battelle and R&D Magazine

Le rapport rappelle que le modèle américain et son rayonnement international s'explique par le soutien du gouvernement fédéral à la recherche fondamentale dans les laboratoires et les universités ainsi que l'apport incontestable du secteur privé qui constitue un véritable moteur et le plus grand bailleur de fonds de la recherche scientifique américaine.

Performer of R&D						
Source of Funds	Federal Gov't	FFRDC (Gov't)	Industry	Academia	Non-Profit	Total
	Federal Government	\$35.7 1.0%	16.5 1.1%	27.8 1.1%	37.1 2.5%	6.0 1.1%
Industry		0.3 0.7%	302.5 4.1%	3.3 1.7%	1.4 0.5%	307.5 4.0%
Academia		0.1 0.1%		13.2 2.0%		13.3 1.9%
Other Government		0.0 0.1%		4.0 1.1%		4.0 1.0%
Non-Profit		0.1 0.2%		5.3 2.2%	11.3 4.0%	16.7 3.4%
<b>Total</b>	<b>\$35.7 1.0%</b>	<b>17.0 1.0%</b>	<b>330.3 3.8%</b>	<b>62.9 2.2%</b>	<b>18.7 2.7%</b>	<b>464.5 3.2%</b>

### Battelle and R&D Magazine

La croissance du PIB en Asie permettrait davantage de rehausser les dépenses brutes de R&D à des niveaux supérieurs. De même, que les pays du « reste du monde » devraient connaître un accroissement modéré de leurs investissements en R&D en 2014 dont la Corée du Sud, la Russie et le Taiwan.

Quant aux pays occidentaux, les investissements importants en capital et en compétences, dont l'usage des plateformes technologiques à long terme (la robotique, l'informatique haute performance, les médias sociaux, les nano-biotechnologies,...), pourraient pousser la croissance économique.

Enfin, le rapport souligne que l'influence des différents acteurs sur la politique de R&D pourrait servir d'instrument diplomatique au service de la sécurité nationale.





## ECONOMIE

### Perspectives économiques mondiales/Banque Mondiale, 2014

Source :

[http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/GEP/GEP2014a/ExecSummary\\_GEP\\_Jan2014\\_Fr.pdf](http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/GEP/GEP2014a/ExecSummary_GEP_Jan2014_Fr.pdf)

Tags : Economie | Perspectives | Croissance économique | Taux de croissance |

La crise financière a fortement affecté les pays membres de l'OCDE en accentuant davantage les inégalités socio-économiques entre les villes et les régions. Ce fossé entre les régions devrait amener les Etats de l'OCDE à mettre en œuvre des politiques régionales destinées à favoriser une croissance durable et inclusive.

Le rôle des régions est de soutenir l'action menée par les autorités pour promouvoir la croissance, améliorer le bien-être et diminuer les inégalités. Toutefois, les impacts de la crise économique mondiale de 2008 en termes des inégalités socio-économiques sont profonds notamment en Grèce, en Irlande, en Italie, en Slovaquie et en Danemark. Ces Etats ont enregistré, entre 2008 et 2010, un écart flagrant en termes de PIB par habitant. Tandis qu'en Chine et en Inde, les inégalités régionales se sont réduites, sous l'effet d'un déclin des régions riches plutôt que d'un rattrapage des régions pauvres.

Le chômage demeure l'un des défis majeurs auxquels les pays de l'OCDE doivent faire face, d'autant plus que les disparités régionales sont accentuées dans ce domaine. D'ailleurs, le taux de chômage des jeunes a atteint plus de 50% dans certaines régions de l'Espagne, de la Grèce et de l'Italie. Par ailleurs, sur dix pays de l'OCDE, une seule région rassemble plus de 40 % de la population en situation de chômage. A l'opposé, le PIB par habitant des 10% des régions les plus dynamiques et performantes a enregistré un taux de croissance de l'emploi de 39% entre la période 1999 et 2012.

Globalement, l'écart entre le revenu moyen des ménages des pays les plus pauvres et celui des plus riches est particulièrement manifeste au Chili, aux États-Unis et en

République slovaque, et moins affirmé en Autriche, en Belgique et au Danemark.

Enfin, pour relever ces défis, l'amélioration du climat général de l'investissement entre les secteurs public et privé s'avère un pilier indispensable permettant d'assurer la concordance et l'efficacité de l'investissement. Dans certains pays de la zone OCDE, les pouvoirs publics ont réalisé un taux progressif des dépenses publiques totales d'environ 40 % et un autre de 72 % traduit par plus de 1 000 milliards USD d'investissements publics directs annuels au profit de la croissance et de la compétitivité.



## ENVIRONNEMENT

### Assessing Global Land Use: Balancing Consumption with Sustainable Supply/ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 2014

Source :

[http://www.unep.org/resourcepanel/Portals/24102/PDFs//Full\\_Report-Assessing\\_Global\\_Land\\_UseEnglish\\_\(PDF\).pdf](http://www.unep.org/resourcepanel/Portals/24102/PDFs//Full_Report-Assessing_Global_Land_UseEnglish_(PDF).pdf)

Tags : Environnement | Ecosystèmes | Terres arables |

Selon ce rapport, publié par un consortium de scientifiques de renommée internationale, dirigé par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le recours intense à la sécurité alimentaire risquerait de détruire, à l'horizon 2050, plus de 850 millions d'hectares de terres naturelles dans le monde, ce qui provoquerait une dégradation de l'environnement et une perte massive de biodiversité.

Le rapport souligne que la nécessité de nourrir une population grandissante au niveau planétaire et le passage à des régimes plus riches en protéines, dans les pays en développement, et un recours de plus en plus accru aux biocarburants, dans les pays développés, conduiraient à la destruction des savanes, des prairies et des forêts mondiales pour les convertir ensuite en terres agricoles. Le rapport note qu'aujourd'hui, au niveau mondial, environ 30 % des écosystèmes terrestres sont utilisés pour l'agriculture, 10 % sont mises en culture.



Le rapport souligne que jusqu'à 319 millions d'hectares de terres pourraient être sauvés d'ici à 2050, si la communauté internationale adopte des mesures destinées à maintenir l'expansion des terres cultivées. Il s'agit entre autres d' :

- *Améliorer la gestion foncière et la planification de l'utilisation des terres afin de réduire le plus possible l'expansion de zones bâties sur des sols fertiles;*
- *Investir dans la remise en état des terres dégradées;*
- *Améliorer les pratiques de production afin que l'agriculture intensive puisse se développer de manière écologiquement et socialement acceptable;*
- *Suivre l'évolution de la superficie des terres dont les pays ont besoin au niveau mondial pour faire face à la consommation totale de produits agricoles, afin de permettre des comparaisons avec la moyenne mondiale et les capacités d'approvisionnement durable et de mettre en évidence les conséquences sur les politiques sectorielles;*
- *Réduire les déchets alimentaires et passer à des régimes comportant davantage de légumes;*
- *Réduire les subventions aux cultures énergétiques – notamment en diminuant et en éliminant les quotas de biocarburants dans les pays consommateurs.*

► **2014 Environmental Performance Index/** Yale Center for Environmental Law & Policy, Yale University Center for International Earth Science Information Network, Columbia University  
 Source : [http://epi.yale.edu/files/2014\\_epi\\_report\\_0.pdf](http://epi.yale.edu/files/2014_epi_report_0.pdf)

Tags : | Environnement IPE | Efficacité énergétique | Performance environnementale |

Ce rapport mesure la performance environnementale et dresse un classement mondial des pays les plus performants sur le plan environnemental. La question écologique est devenue une priorité du 21ème siècle. L'Indice de Performance Environnementale (IPE) permet de situer les Etats par rapport à l'efficacité des politiques environnementales, tout en s'appuyant sur

deux grands volets à savoir : la protection de la santé publique contre les catastrophes écologiques et la protection des écosystèmes. Déclinés en 22 indicateurs, ces deux grands domaines d'action permettent une évaluation détaillée, entre autres, de la mortalité infantile, de l'assainissement, de l'accès à l'eau potable, de l'exploitation forestière, de l'efficacité énergétique, de la pollution intérieur ou encore de la protection des écorégions.



L'IPE, qui étudie 178 pays, analyse les données clés sur la performance environnementale, en examinant ses tendances et ses évolutions. La Suisse, Luxembourg et l'Australie viennent en tête du classement des pays ayant la meilleure politique environnementale. Au niveau de l'Afrique du Nord, le Maroc affiche une certaine amélioration par rapport aux résultats de 2012 où il avait été classé 105<sup>ème</sup> et se classe au 81<sup>ème</sup> rang avec un score de 51,89/100. La Tunisie est classée au 52<sup>ème</sup> rang alors que l'Algérie se retrouve au 92<sup>ème</sup> rang. D'après le rapport, le Maroc affiche des performances considérables relatives à la qualité de l'air ambiant à l'intérieur du pays et à l'exploitation forestière avec des notes respectives de 98,85 et 100/100.







## ◆◆◆ POLITIQUE

### ► The State of Defense: cooperation in Europe/German Institute for

International and Security Affairs, 2014

Source: [http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/arbeitspapiere/WP\\_DefenceCooperationEurope\\_Voss\\_Major\\_Moelling\\_Dez\\_2013.pdf](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/arbeitspapiere/WP_DefenceCooperationEurope_Voss_Major_Moelling_Dez_2013.pdf)

Tags : Politique | Défense | Coopération | Europe |

Cette étude publiée par le German Institute for International and Security Affairs dresse un panorama de l'état de la coopération en matière de défense en Europe.

Le retrait américain du continent européen et sa stratégie de rééquilibrage vers la région d'Asie ont poussé les Etats membres de l'Union européenne à développer leur coopération en matière de sécurité et de défense afin de protéger leur territoire commun. En conséquence de la crise financière, l'étude rappelle que l'Europe a été dans l'obligation de soumettre ses forces armées à d'importantes restrictions budgétaires, associée davantage aux insuffisances de coopération et de coordination dans le secteur.

Ces facteurs pourraient, inéluctablement, conduire à l'affaiblissement accru des forces militaires européennes. Dès lors, l'OTAN et l'Union européenne ont développé des stratégies efficaces et intelligentes, « Pooling and Sharing » et « Smart Defence », qui visent à dresser un état des lieux des opportunités de mutualisation et de partage des capacités militaires entre les Etats de l'Union européenne.

Selon l'étude, bien que les pays européens soient conscients de l'importance de la coopération, les initiatives entreprises de manière à créer une défense commune, dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN, restent limitées. Ainsi, bien qu'il existe de nombreux projets de coopération de défense, les gouvernements européens éprouvent de réelles difficultés à établir et à rendre visible les

grandes orientations de leur politique de défense. A titre d'illustration, le traité de Lancaster House entre la République française et le Royaume-Uni reste la seule exception de coopération en matière de défense portant sur plusieurs domaines, puisque les deux pays se sont mis d'accord sur des dépendances considérables. De plus, les importations entre ces deux partenaires font l'exception puisque les budgets alloués par les gouvernements portent principalement sur leur propre industrie de défense

Les exemples d'une réelle coopération européenne en matière de défense sont ceux établies au niveau bilatéral ou multilatéral comme les accords signés entre les pays nordiques (Danemark, Finlande, Suède et Norvège). A court terme, l'étude rappelle que ce type d'initiatives est très efficace et produit des résultats tangibles. Cependant, à long terme, l'insuffisance de la politique de coopération bilatérale serait, vraisemblablement, évidente voire potentiellement contreproductive. Dès lors, l'efficacité de l'action militaire et l'accroissement du rendement économique ne seront significatives que si la volonté politique des Etats membres de l'Union Européenne se poursuit à travers le rehaussement de leur engagement en faveur d'une défense commune favorisant la construction de structures de coopération stables à un niveau supranational.



# INDEX DES TAGS

<b>C</b>	Nord/Nord..... 2
	Nord/Sud..... 2
Chômage..... 4	
Coopération..... 6	
Croissance économique..... 4	
<b>D</b>	
Défense..... 6	
Développement..... 3	
<b>E</b>	
Economie..... 1, 4	
Ecosystèmes..... 4	
Efficacité énergétique..... 5	
Environnement..... 1, 4, 5	
Etats-Unis..... 3	
Europe..... 6	
<b>I</b>	
Innovation..... 3	
<b>M</b>	
Migration..... 2	
Monde arabe..... 6	
<b>N</b>	
Nord..... 2	
	<b>P</b>
	Performance environnementale..... 5
	Perspectives..... 4
	Politique..... 6
	<b>R</b>
	Recherche..... 3
	Risques Globaux..... 1
	<b>S</b>
	Sciences..... 3
	Sciences sociales..... 2
	Société..... 1, 2
	StEP..... 5
	Sud..... 2
	Sud/ Nord..... 2
	Sud/Sud..... 2
	<b>T</b>
	Taux de croissance..... 4
	Techniques..... 3
	Technologie..... 1
	Technologies..... 4
	Tendances..... 6
	Terres arables..... 4

